



Transparency  
International Cameroon

# PLAN STRATEGIQUE

---

*PERIODE 2017-2022*

*TI Cameroun rêve d'être la référence dans le domaine de lutte contre la corruption dans une société qui condamne la corruption, s'engage pleinement dans la bonne gouvernance et dans laquelle toute victime ou témoins des actes de corruption trouvent une solution à leur souffrance.*

## Sommaire

Abréviations .....	2
Introduction .....	3
Contexte général .....	3
Justification .....	5
Note méthodologique .....	6
Approche méthodologique .....	6
Le processus de planification stratégique.....	6
Résultat du diagnostic interne.....	7
Forces et faiblesses (Résultats de l'évaluation interne).....	7
Opportunités et Menaces (Résultats de l'évaluation interne).....	8
Résultat du diagnostic externe .....	9
Menaces et opportunités .....	9
Résultats de l'analyse de l'environnement .....	10
La Stratégie 2017-2022.....	10
Présentation synthétique.....	10
Notre identité et nos aspirations .....	11
Orientations et objectifs stratégiques.....	12
Implication des acteurs dans la lutte contre la corruption .....	13
La lutte contre la corruption dans les administrations publiques, les organismes publics et para publics ainsi que dans les entreprises privées: .....	13
Amélioration et promotion du cadre juridique de la lutte contre la corruption : .....	14
Amélioration de la Performance de TI-C : .....	14
Approfondissement de la connaissance des phénomènes de corruption:.....	14
Notre approche .....	15
Cadre opérationnel du plan stratégique .....	15
La matrice d'actions prioritaires.....	15
Mécanisme de suivi - évaluation du plan stratégique .....	16
Le comité de pilotage et de suivi.....	16
Les conditions de succès de la mise en œuvre d'un Plan stratégique .....	16

# Abréviations

---

**AG : Assemblée Générale**

**CA : Conseil d'Administration**

**CAJAC : Centre d'Assistance Juridique et d'Action Citoyenne**

**DSCE : Document Stratégique pour la Croissance et l'Emploi**

**ITIE : Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives**

**IEC : Information, Education et Communication**

**LCC : Lutte Contre la Corruption**

**OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economiques**

**ONG : Organisation Non Gouvernementale**

**OSC : Organisation de la Société Civile**

**REDD: Réduction des Emissions Issues de la Déforestation et de la Dégradation des forêts**

**SWOT: Strength, Weakness, Opportunity and Threat**

**TI: Transparency International**

**TI-C: Transparency International Cameroon**

# Introduction

---

## Contexte général

La corruption est un fléau qui affecte considérablement le climat des affaires au Cameroun, freine la croissance économique et aggrave la pauvreté des populations en rendant difficile leur accès aux services sociaux de base. En effet, depuis son entrée en 1998 dans le classement de l'Indice de Perception de la Corruption, le Cameroun n'est jamais sorti de la zone des pays perçus comme étant extrêmement corrompus. Avec une note de 25 sur 100, il est classé en 2017, 153<sup>ème</sup> pays sur 180 dans le monde, et 25<sup>ème</sup> sur les 48 pays africains classés.

Ce phénomène qui est généralisé frappe tant les administrations, les entreprises publiques, para publiques, privées que la société civile, les milieux religieux, les médias... Il touche tous les secteurs de la vie nationale, comme l'indique le Baromètre Mondial de la Corruption. Concernant les administrations publiques, d'après l'édition 2017 du Baromètre, la police, la justice, les impôts et taxes et l'éducation sont les secteurs dans lesquels les citoyens ont payé le plus de pots de vins en 2012. Par ailleurs, 62% de citoyens ont dû payer des pots de vins au sein des administrations publiques pour obtenir des services, tel que l'indique l'étude qui fait ressortir également le caractère coercitif de la corruption qui s'assimile alors au racket. Cet état des choses peut s'expliquer par :

- Les ramifications de la crise économique des années 90 : pauvreté, chômage, la diminution du pouvoir d'achat, les difficultés d'accès aux services sociaux de base...
- La dépravation progressive des valeurs d'éthique, de patriotisme et de citoyenneté, au profit de la recherche effrénée du gain personnel ;
- Le laxisme des pouvoirs publics qui, pendant des années, a permis à la corruption de prospérer dans la société Camerounaise.

De nos jours, le risque de corruption est très élevé au Cameroun à cause de la mise en œuvre de plusieurs grands projets de développement, du processus de décentralisation en cours et du processus électoral. En effet, ces processus donnent lieu à une augmentation importante des transactions commerciales et monétaires ainsi qu'à une multiplication des interventions des services publics.

Plusieurs facteurs sont favorables à la lutte contre la corruption au Cameroun. On peut citer entre autres : l'engagement affiché des pouvoirs publics, l'existence d'un cadre juridique national et international, le développement d'une société d'opinion, le développement d'une société d'information, l'existence des ONG et organisations de la société civile plus nombreux dans la lutte contre la corruption.

### **A. L'engagement des pouvoirs publics camerounais en faveur de la lutte contre la corruption**

Les pouvoirs publics camerounais ont pris conscience de l'ampleur et des ravages multiformes du fléau de la corruption. L'Etat camerounais s'est à cet effet doté d'institutions telles que le Contrôle Supérieur de l'Etat(1997), l'Agence de régulation des marchés publics (2001), la Chambre des comptes (2003), l'Agence Nationale d'Investigation Financière(2005), la Commission Nationale Anti-corruption (2006), Les cellules de lutte contre la corruption dans les ministères et entreprises publiques, le Tribunal Criminel Spécial(2011). La Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption a été élaborée en



2010 en concertation avec toutes les parties prenantes de la lutte contre la corruption, dont Transparency International Cameroun.

Sur le plan de l'orientation politico-économique, le gouvernement a adopté en 2009 le document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE), pour l'horizon 2035. Dans ce document, le gouvernement fait de la gouvernance et de la lutte contre la corruption et les détournements de fonds publics un défi majeur à relever.

## **B. l'existence d'un cadre juridique national et international**

Nous notons l'existence d'un cadre juridique national et international (certes perfectible) qui constitue un fondement d'action car la corruption a une dimension juridique. En effet, la corruption est illégale c'est-à-dire interdite par la loi, et fait l'objet d'un encadrement juridique.

### *Les conventions internationales et les textes juridiques de référence*

- Le code pénal camerounais ;
- La convention de l'union africaine sur la prévention de la lutte contre la corruption ;
- Convention des Nations Unies contre la corruption
- African Charter on Democracy, Elections and Governance
- La convention européenne sur la corruption impliquant les fonctionnaires européens et nationaux ;
- La convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers et nationaux dans les transactions commerciales.

## **C. le développement d'une société d'opinion au Cameroun**

Une société d'opinion est une société dans laquelle chacun se sent habilité à émettre un avis sur tout et à réclamer les conditions grâce auxquelles cet avis sera éclairé<sup>1</sup>. Les corollaires de la société d'opinion sont : le droit de savoir, le droit de demander les comptes à tous les acteurs (sociaux, politiques, économiques, scientifiques etc....), en d'autres termes, la revendication de la transparence (redevabilité).

L'ouverture démocratique du Cameroun vers les années 90 s'est traduite par la liberté d'expression, la liberté de presse, la liberté d'association, les libertés individuelles, les droits de l'homme, le droit de grève etc.... Toutes choses qui favorisent la formation de l'opinion publique. Malgré les insuffisances relevées çà et là, c'est incontestablement un contexte favorable à la lutte contre la corruption.

## **D. Le développement d'une société d'information au Cameroun**

Les libertés d'expression et de presse couplé avec la technologie de l'information et le succès des réseaux sociaux ont permis l'existence au Cameroun d'une multitude d'organes de presse et des medias. Ces derniers détiennent un certain pouvoir qui leur permet d'influencer considérablement la vie de la société. Ils peuvent ainsi accompagner, participer à la lutte contre la corruption dont l'une des actions phares est la dénonciation.

Toutefois, le défi ici est celui de la qualité des acteurs et de la qualité des informations. Il faut des acteurs acquis à l'éthique et une bonne information favorisant la lutte contre la corruption.

---

<sup>1</sup> Bruno Roche, Francis Marfoggia

## **E. l'existence des ONG et organisations de la société civile.**

Les libertés d'expression et d'association ont aussi permis l'existence d'un nombre considérable d'ONG et d'organisations de la société civile (OSC). Certaines d'entre elles défendent des causes particulières et peuvent participer avec TI-C à une coalition nationale rendant ainsi plus efficace la lutte contre la corruption au Cameroun.

En somme, au-delà des changements juridiques et institutionnels entrepris depuis toutes ces années, conjugués aux condamnations des gestionnaires de la fortune publique, la stagnation du Cameroun en termes de perception de la Corruption et de l'expérience des citoyens, semble suggérer au Cameroun de se doter enfin des, politiques d'intégrité publique pouvant efficacement empêcher les titulaires de charges publiques d'abuser de leurs positions pour leur profit personnel (déclaration de patrimoine, loi anti-corruption, protection des lanceurs d'alerte, militants anticorruption, enquêteurs et journalistes).

C'est dans ce contexte qu'intervient Transparency International Cameroun (TI-C), organisation de la société civile créée en 2000, qui se consacre à la lutte contre la corruption et la promotion de la bonne gouvernance. TI-C est la Section Camerounaise du mouvement Transparency International, Coalition mondiale de lutte contre la corruption.

### **Justification**

La précédente stratégie de TI-C élaborée en 2010, a permis à la Section de réaliser de grandes avancées dans la mobilisation des citoyens pour s'opposer à la Corruption. Ainsi, le Centre d'Assistance Juridique et d'Action Citoyenne (CAJAC) de TI-C a été un outil déterminant qui a permis de renforcer les capacités des citoyens, tout en leur apportant une assistance juridique gratuite. Les données collectées auprès des citoyens au long de ces trois dernières années à travers ce programme nous ont permis d'orienter nos politiques et de mener diverses actions de plaidoyer en direction des autorités publiques. La mise en œuvre de la stratégie 2010 nous a également permis de renforcer nos capacités de réseautage et de travail en coalition. TI-C a par ailleurs pu mettre son expertise à contribution, en apportant un appui technique à diverses institutions publiques, au secteur privé, et en produisant ou en collaborant à des publications de qualité dans divers domaines : éducation, élections, Industries extractives.

La stratégie 2017 – 2022 est développée en vue de permettre à TI-C d'atteindre ses objectifs. Elle a besoin pour être efficace d'avoir un cadre de référence et un outil de management de ses actions. Cet outil doit lui permettre d'avoir une vision, une orientation de ses actions, un moyen de communication et de mobilisation vers des objectifs stratégiques dans un horizon de 5 ans. Le présent plan stratégique s'enracine dans la vision globale du Mouvement TI, Stratégie 2015, tout en s'insérant dans le contexte et les réalités nationales. Elle tient donc compte tant de la vision 2035 du gouvernement camerounais que du contexte général décrit précédemment.

# Note méthodologique

## Approche méthodologique

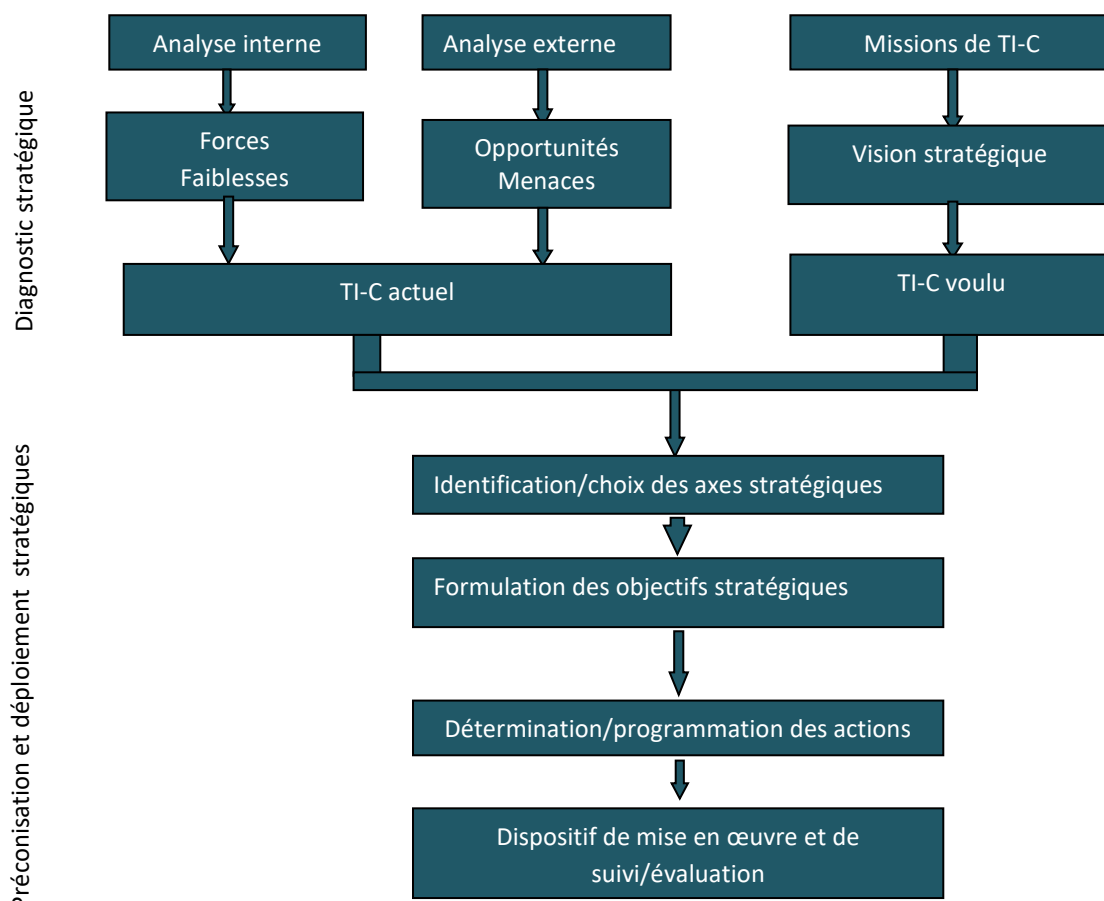
L'approche participative a été utilisée pour l'élaboration de cette stratégie. Elle intègre, des travaux groupes restreints, des séances plénières, des réunions de travail avec le Consultant recruté par TI-C, et des enquêtes réalisées auprès de différentes parties prenantes. Cette approche participative a contribué à améliorer la qualité du Plan stratégique produit et augmente les chances de succès de sa mise en œuvre.

Un atelier d'élaboration du plan stratégique de TI-C a été organisé du 20 au 21 juin 2017 à Yaoundé. La tenue de cet atelier a constitué une étape essentielle de la méthodologie. Il regroupait les membres du Conseil d'administration, le staff exécutif ainsi qu'une délégation du secrétariat international et le Consultant. L'atelier a été précédé par deux étapes importantes : le diagnostic interne et externe. Le diagnostic stratégique interne a été effectué dans le cadre d'un atelier d'évaluation des capacités organisationnelles de TI-C du 25 au 26 mai 2017. Le diagnostic stratégique externe ou analyse de l'environnement quant à lui a consisté en :

- La collecte des données auprès des acteurs internes et des acteurs externes (parties prenantes) à travers des entretiens et l'exploitation des documents ;
- La synthèse et l'analyse des données, à l'aide de grilles d'analyse du macro et du micro environnement de TI-C;
- La production d'un rapport de l'analyse.

## Le processus de planification stratégique

La démarche d'élaboration du présent plan stratégique peut être illustrée par le schéma suivant :



# Résultat du diagnostic interne

## Forces et faiblesses (Résultats de l'évaluation interne)

Forces	Faiblesses
<ol style="list-style-type: none"> <li>Notoriété et visibilité du mouvement et de la Section <ul style="list-style-type: none"> <li>Appartenance à un réseau international à même de rendre public les faits de corruption constatés dans le pays</li> <li>La section est la référence en matière de LCC au niveau national</li> <li>Existence d'un siège, d'un site internet et d'une page face book.</li> </ul> </li> <li>Succès des activités et programmes menés jusqu'alors</li> <li>Fonctionnement effectif de tous les organes de l'organisation et collaboration entre elles. <ul style="list-style-type: none"> <li>L'assemblée générale et le conseil d'administration se réunissent régulièrement conformément aux statuts.</li> <li>La direction exécutive suit les orientations dictées par l'AG et le CA.</li> </ul> </li> <li>Ressources humaines de qualité et engagées ;</li> <li>Bon niveau de coopération et dialogue avec différentes parties prenantes de la LCC au Cameroun.</li> <li>Crédibilité, notoriété et qualité des membres. <ul style="list-style-type: none"> <li>Niveau d'étude élevé des membres ;</li> <li>Position stratégique et influente de certains membres de la section au niveau du mouvement TI</li> <li>Indépendance affirmée de la quasi-totalité des membres vis-à-vis de la politique ;</li> <li>Ancienneté des membres et vision partagée ;</li> </ul> </li> <li>Existence d'un cadre éthique et déontologique interne</li> <li>Appartenance à d'autres réseaux nationaux et internationaux de renom.</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>Fragilité financière</li> <li>Absence d'une politique globale de gestion et d'évaluation du staff <ul style="list-style-type: none"> <li>Disparités salariales</li> <li>Absence de formation continue (montage des projets, TIC, etc.)</li> <li>Personnel peu stable</li> </ul> </li> <li>Problèmes de communication interne <ul style="list-style-type: none"> <li>Communication insuffisante entre la direction exécutive et le CA ;</li> <li>Absence d'échanges et asymétrie de l'information entre les différents services et projets ;</li> <li>Non vulgarisation de manuel de procédures et du règlement intérieur</li> </ul> </li> <li>Problèmes de management organisationnel <ul style="list-style-type: none"> <li>Absence de procédures claires de réclamations et revendications</li> <li>Non-respect de la hiérarchie</li> <li>Partialité dans le traitement des Staffs</li> <li>Manque de rigueur dans la gestion du personnel</li> <li>Absence d'une culture d'apprentissage au sein du Staff</li> <li>Opacité de la gestion des budgets des projets</li> </ul> </li> <li>Faible implication du CA et des membres dans les activités <ul style="list-style-type: none"> <li>Faible engagement de certains membres ;</li> <li>Indiscipline de certains membres ;</li> </ul> </li> <li>Manque d'expertise poussée dans certains domaines</li> <li>Absence de véhicule de service</li> <li>Couverture limitée du territoire national.</li> </ol>



## Opportunités et Menaces (Résultats de l'évaluation interne)

Opportunités	Menaces
<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Perception négative de la corruption et de l'impunité et forte demande sociale et politique en faveur de la LCC et l'impunité</li> <li>2. Attitude moins répulsive des pouvoirs publics</li> <li>3. Crédit et grosses attente des partenaires au développement et autres bailleurs de fond</li> <li>4. Possibilité de coalisation avec d'autres OSC.</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Menace de l'arrêt du financement de la lutte contre la corruption par les bailleurs de fonds en cas de non application de l'article 66 sur la déclaration des biens et de non adoption de la loi anticorruption.</li> <li>2. Recul des libertés publiques</li> <li>3. Réticences et appréhensions de certaines autorités vis-à-vis de la section : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Obstruction, dilatoire et menace du pouvoir exécutif</li> <li>• Méfiance et résistance des pouvoirs publics et certains groupes organisés contre les actions de la section</li> </ul> </li> <li>4. Pressions externes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pression des politiques pour taire les constats des actes de corruption</li> <li>• Pression des politiques pour l'adoption des positions partisans</li> </ul> </li> <li>5. Défi de la compétitivité par rapport aux autres sections nationale de TI</li> <li>6. Risques de manipulation par les pays bailleurs de fonds.</li> </ol>

# Résultat du diagnostic externe

## Menaces et opportunités\*

Opportunités	Menaces
<ol style="list-style-type: none"><li>1. Appartenance au Mouvement TI</li><li>2. L'existence des bailleurs de fonds,</li><li>3. Le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication,</li><li>4. L'engagement des pouvoirs publics camerounais en faveur de la lutte contre la corruption,</li><li>5. L'existence d'un cadre juridique national (minimal) et international,</li><li>6. Le développement d'une société d'opinion au Cameroun,</li><li>7. Le développement d'une société d'information au Cameroun</li><li>8. L'existence des ONG et organisations de la société civile. Plus nombreux dans la lutte contre la corruption</li><li>9. Perception de TI-C par les pouvoirs publics comme un partenaire local crédible.</li></ol>	<ol style="list-style-type: none"><li>1. la croissance continue de la corruption;</li><li>2. La diversification et la complexification des formes de la corruption</li><li>3. La réticence des prescripteurs et des régulateurs à participer à la LCC;</li><li>4. Une certaine lassitude de la population vis-à-vis de la LCC</li><li>5. Difficultés à comprendre la méthodologie de TI par les parties prenantes</li><li>6. Inefficacité de LCC tant qu'il n'y a pas amélioration des conditions de vie de la population</li><li>7. Difficultés d'accès à l'information qui est détenue presque exclusivement par les pouvoirs publics et les hommes politiques.</li><li>8. Perception par certains acteurs de TI-C comme dépendant des bailleurs de fonds.</li><li>9. Recul des valeurs éthiques et morales</li><li>10. Sentiment d'impunité</li><li>11. Décentralisation comme facteur d'expansion de la corruption.</li></ol>

\*Note : Le diagnostic externe a été développé à travers une série d'entretiens externes. En raison de sa pertinence, il a été décidé de ne pas l'intégrer dans le cadre SWOT de l'analyse interne, et de le présenter séparément en se concentrant uniquement sur les menaces et les opportunités du même type d'analyse.

## Résultats de l'analyse de l'environnement

### Problèmes centraux identifiés

- Expansion de la corruption dans toute la société
- Pratique systématique de la corruption dans les administrations publiques et les organismes publics et para publics et dans les entreprises privées ;
- La diversification et la complexification des formes de corruption ;
- Un cadre juridique national insuffisant et une application inefficace des lois et règlements en vigueur
- Collaboration insuffisante des autorités administratives, judiciaires et policière dans la Lutte contre la corruption (LCC)
- L'implication insuffisante des populations à la lutte contre la corruption
- Perception peu visible de la stratégie et des actions de TI-C par la majorité de la population
- Capacités opérationnelles limitées de TI-C
- Les insuffisances au niveau du système managérial de TI-C

## La Stratégie 2013-2018

### Présentation synthétique

La stratégie 2017 – 2022 de TI Cameroun a été élaborée en vue de répondre aux différents problèmes identifiés dans l'environnement camerounais, en matière de corruption et de gouvernance. Elle guidera l'action de TI-C pendant une période de cinq (5) ans, à compter de Novembre octobre 2017. C'est un document qui permettra aux membres de l'organisation, au staff de la Direction exécutive, aux partenaires et différents détenteurs d'enjeux, d'avoir une lisibilité de l'action de TI-C au cours des 5 prochaines années. Ce document comporte les articulations suivantes :

- a. Notre identité et nos aspirations** : cette stratégie s'ouvre sur le rappel des fondamentaux qui guident l'action de TI Cameroun : nos **missions**, notre **vision**, nos **valeurs et principes**.
- b. Orientations et objectifs stratégiques** : les 5 orientations stratégiques retenues pour les 5 années à venir sont présentées par ordre de priorité. Les orientations stratégiques se déclinent en composantes et les composantes en projets ou actions d'intervention auprès des structures ou organismes bien ciblés. Les actions à dérouler pour chaque projet sont issues du modèle d'intervention couramment utilisé à TI-C.
- c. Notre approche** : les interventions de TI-C sont régulièrement structurées selon un modèle précis qui est présenté dans la présente stratégie.

**Le cadre opérationnel du plan stratégique** qui se présente la matrice d'actions prioritaires, le mécanisme de suivi-évaluation et les conditions de mise en œuvre, vient clôturer le présent document.

## Notre identité et nos aspirations

Transparency International Cameroun est une organisation de la société civile qui œuvre au Cameroun depuis 13 ans, dans la lutte contre la corruption et la promotion de la bonne gouvernance. TI-C est la Section camerounaise du mouvement Transparency International, premier mouvement de lutte contre la corruption depuis 20 ans.

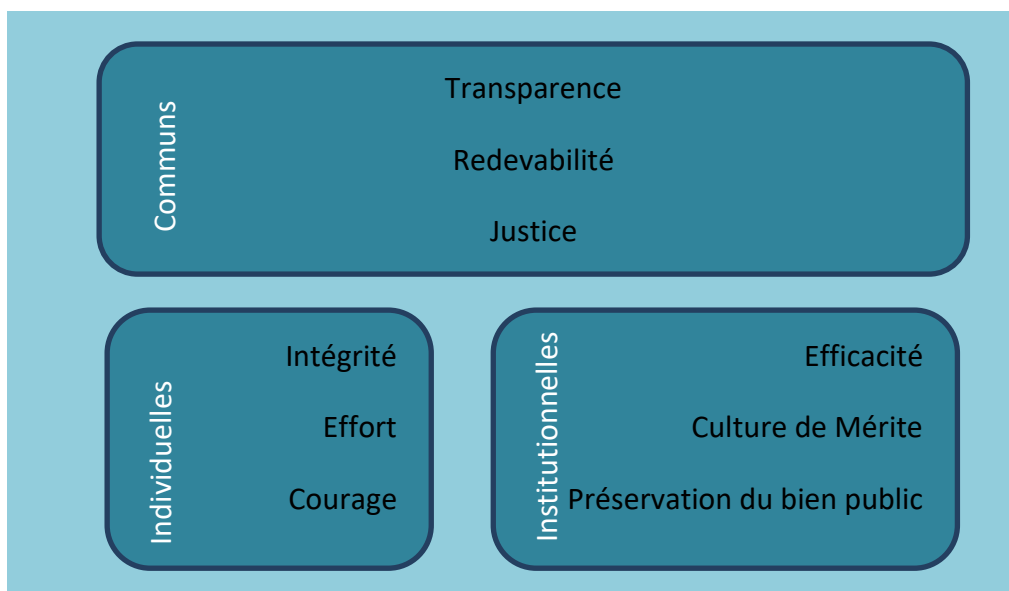
### Nos missions :

TI Cameroun va se battre pour mettre fin à la corruption à travers la création de coalitions plus solides, en aidant et autonomisant les victimes et témoins de la corruption et en s'assurant que la bonne gouvernance est enracinée dans les institutions publiques et privées.

### Notre vision à l'horizon 2022 :

TI Cameroun rêve d'être la référence dans le domaine de lutte contre la corruption dans une société qui condamne la corruption, s'engage pleinement dans la bonne gouvernance et dans laquelle toute victime ou témoins des actes de corruption trouvent une solution à leur souffrance.

### Nos valeurs :



TI Cameroun partage les valeurs de transparence, la redevabilité et la justice. En tant que institution TI-C va promouvoir l'efficacité, la culture de mérite dans son sein et la préservation du bien public. Les hommes et femmes de TI-C vont se caractériser par leur intégrité, leur courage et leur effort dans la lutte contre la corruption.

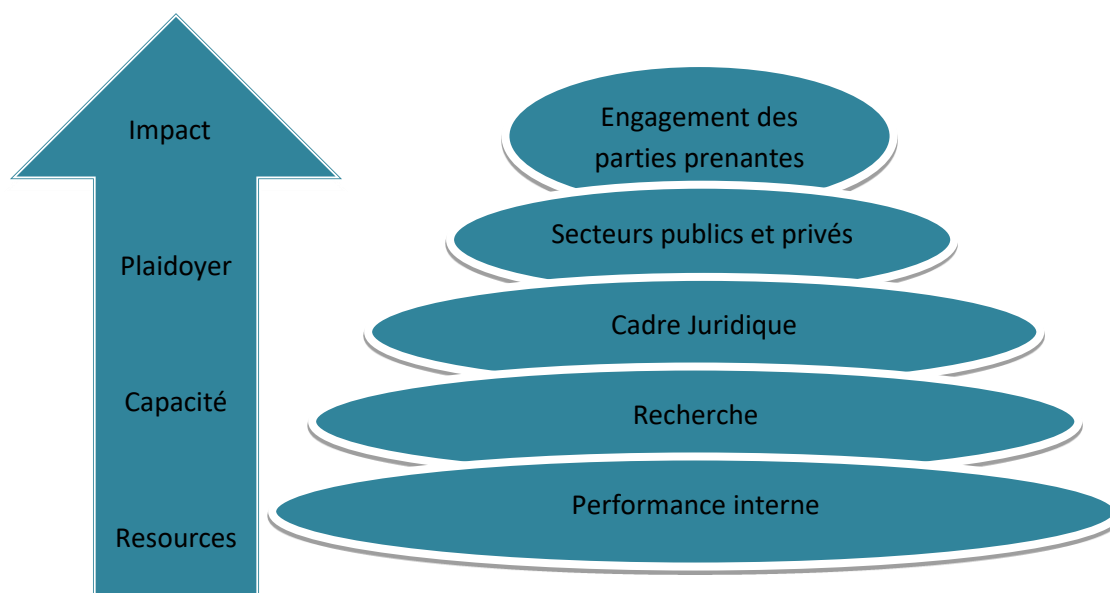
## Nos principes d'action :

Les actions de TI-C sont encadrées par les principes suivants :

- Coopération avec les acteurs qui participent à la Lutte contre la corruption et à la promotion de la bonne gouvernance ;
- Attitudes non partisans sur le plan politique ;
- Impartialité ;
- Indépendance : Acceptation des financements qui ne compromettent pas notre indépendance et notre crédibilité;
- Positions et analyses reposant sur des données fiables et objectives obtenues de façon professionnelle et sur des critères de recherche scientifique strictes ;
- Professionnalisme : Application des principes de saine gestion à l'intérieur de notre Section ;
- Représentativité et pluralité : Composition des organes dirigeants représentative de notre diversité socio culturelle;
- Responsabilité et partage d'information (Redevabilité) : Production des rapports d'activités détaillés au Secrétariat international de TI et aux parties prenantes.

## Orientations et objectifs stratégiques

Les orientations stratégiques retenues pour les 5 années à venir et présentées par ordre de priorité sont les suivantes :





## Implication des acteurs dans la lutte contre la corruption

Orientation stratégique 1	Objectifs stratégiques	Composantes
Implication des acteurs dans la lutte contre la corruption.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Impliquer un grand nombre des citoyens et d'autres acteurs dans la lutte contre la corruption en encourageant et organisant les initiatives individuelles ou communautaires en faveur de LCC.</li> <li>• Promouvoir les coalitions et partenariats nationales et internationales de LCC.</li> </ul>	<p><b>Composante 1:</b> Mobilisation citoyenne (Implication du citoyen ordinaire).</p> <p><b>Composante 2:</b> Développement d'une forte coalition nationale (ONG, associations locales etc....) et des partenariats solides avec les partenaires au développement.</p>

**La lutte contre la corruption dans les administrations publiques, les organismes publics et para publics ainsi que dans les entreprises privées:**

Orientation stratégique 2	Objectifs stratégiques	Composantes
La lutte contre la corruption dans les administrations publiques, les organismes publics et para publics ainsi que dans les entreprises privées.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Intensifier la lutte contre la corruption dans les administrations publiques et les organismes publics et para publics</li> <li>• Promouvoir l'intégrité des entreprises privées.</li> </ul>	<p><b>Composante1:</b> Lutte contre la corruption dans le système judiciaire et policier.</p> <p><b>Composante 2 :</b> Gestion transparente des ressources naturelles (EITI et REDD)</p> <p><b>Composante 3:</b> Lutte contre la corruption dans le secteur privé y compris les marchés publics et dans les entreprises prestataires de service sociaux de base</p> <p><b>Composante 4:</b> Participation à l'amélioration des processus électoraux</p>

### Amélioration et promotion du cadre juridique de la lutte contre la corruption :

Orientation stratégique 3	Objectifs stratégiques	Composantes
Amélioration et promotion du cadre juridique de la lutte contre la corruption.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Contribuer au renforcement du cadre juridique de la lutte contre la corruption.</li> <li>Contribuer à l'amélioration de l'efficacité des procédures judiciaires.</li> </ul>	<p><b>Composante 1:</b> Promotion des conventions internationales, lois (Art 66 et LCC) et règlements pour la lutte contre la corruption.</p> <p><b>Composante 2:</b> Assistance juridique et judiciaire aux victimes de la corruption et Suivi efficace des procédures judiciaires.</p>

### Amélioration de la Performance de TI-C :

Orientation stratégique 4	Objectifs stratégiques	Composantes
Amélioration de la Performance de TI-C.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Améliorer le système de management de TI-C.</li> <li>Mobilisations des ressources pour plus d'efficacité</li> </ul>	<p><b>Composante1:</b> Amélioration du système de management de TI-C et renforcement des capacités opérationnelles.</p> <p><b>Composante 2 :</b> levées de fonds</p>

### Approfondissement de la connaissance des phénomènes de corruption:

Orientation stratégique 5	Objectifs stratégiques	Composantes
Approfondissement de la connaissance des phénomènes de corruption	<ul style="list-style-type: none"> <li>Poursuivre et renforcer la connaissance des phénomènes de corruption</li> </ul>	<p><b>Composante 1:</b> Mise en place d'un système d'information et de communication sur la corruption (banque des données, documentation, informatisation etc....).</p> <p><b>Composante 2:</b> Recherche - action sur les phénomènes de corruption.</p>

## Notre approche

Le modèle d'intervention de TI Cameroun a été peaufiné et éprouvé au fil des années. Il continuera à guider notre action dans les années à venir, et nous permettra ainsi d'opérationnaliser nos orientations et objectifs stratégiques. Il se structure autour des piliers suivants :

- **Plates-formes de dialogue** : TI-C privilégie l'action participative dans la lutte contre la corruption. En effet, l'ensemble des parties-prenantes doivent être impliquées dans les actions mises en œuvre dans le cadre de plates-formes de dialogue et d'échange. Le travail en coalitions et réseaux permet également de constituer une force de proposition.
- **Suivi de la transparence dans le processus de gestion des services** : la mise en œuvre de mécanismes fiables de suivi de la transparence dans le processus de gestion des services est le deuxième élément qui sous-tend notre action. Des mécanismes simples et fiables permettent de garantir la pérennisation de la lutte contre la corruption.
- **Recherche et constitutions de banques de données** : la recherche est un des outils de prédilection de TI-C, qui a développé une expertise en la matière au fil des ans. Mettre à la disposition du public, des partenaires au développement, du gouvernement et de l'ensemble des acteurs de la lutte contre la corruption des données scientifiques fiables sur la corruption au Cameroun est l'un de nos leitmotivs.
- **Information, éducation et Communication (IEC)** : la mise en œuvre des activités d'IEC nous permettent de renforcer l'engagement citoyen dans la lutte contre la corruption. Nous sommes conscients que chaque citoyen peut faire la différence, d'où la nécessité de former, informer et sensibiliser le plus grand nombre.
- **Plaidoyer** : l'objectif ultime de TI-C est d'impulser des changements systémiques viables, de nature à impacter l'ensemble de la société camerounaise. Le plaidoyer apparaît à ce moment-là comme un outil de choix pour influencer les décideurs.

## Cadre opérationnel du plan stratégique

De façon globale, la mise en œuvre de ce plan stratégique incombe au Conseil d'administration et à la Direction Exécutive de TI-C. Il leur revient donc d'attribuer les responsabilités des actions à différentes structures ou personnes et de programmer les opérations dans le cadre de plans d'action annuels. Les plans d'actions annuels permettront également d'évaluer les coûts de mise en œuvre des actions. Cependant, un document de matrice d'actions prioritaires accompagne cette stratégie, et permet de guider les actions de programmation.

### La matrice d'actions prioritaires

La matrice d'actions prioritaires s'articule autour :

- Des orientations stratégiques
- Des composantes des orientations stratégiques
- Des projets / actions identifiés à partir des problèmes relevés dans le diagnostic
- Des résultats attendus des projets
- Des activités à dérouler pour chaque projet
- Des indicateurs objectivement vérifiables
- Des structures responsables de la mise en œuvre

- Du calendrier de réalisation.

## **Mécanisme de suivi - évaluation du plan stratégique**

Le mécanisme de suivi-évaluation de ce plan stratégique s'appuie sur la mise sur pied d'un comité de pilotage, d'un dispositif et de moyens de collecte et de traitement de données et d'informations, de l'élaboration des outils de mise en œuvre et de suivi du Plan stratégique.

### **Le comité de pilotage et de suivi**

Pour plus d'efficacité dans le suivi évaluation du Plan stratégique, il sera mis en place un comité de pilotage ayant pour mission:

- l'appui et le suivi/évaluation de la mise en œuvre du Plan stratégique ;
- le suivi de la réalisation des conditions de succès de la mise en œuvre du plan stratégique ;
- la recherche des solutions durables de financement du Plan stratégique ;
- l'harmonisation des procédures d'intervention de TI-C dans la mise en œuvre de ce plan ;
- le renforcement de la synergie des activités concernant la LCC conduites par les différentes équipes projets et autres acteurs ;
- le suivi des engagements pris par TI-C dans le cadre de ce plan ;
- l'information des acteurs du secteur de la LCC sur les orientations stratégiques de TI-C.

La composition du comité peut comprendre :

Le Directeur exécutif

Quelques membres du Conseil d'administration

Le Chargé des programmes Afrique centrale de Transparency International

Les travaux du comité sont préparés par un secrétariat technique.

**Le dispositif et les moyens de collecte et de traitement de données et d'informations** nécessaires au suivi du Plan stratégique. Il s'agit notamment : des études, enquêtes, missions de suivi, séminaires, ateliers ou session de concertation. Les sources de vérification des indicateurs de suivi sont entre autres : les rapports d'activités, les rapports de mission, les rapports d'études, les requêtes, les comptes rendu de réunion, les actes des séminaires, les rapports d'enquêtes etc....

**Outils de mise en œuvre et de suivi du Plan stratégique.** On peut citer entre autres : Le manuel de procédures, les grilles de suivi/évaluation des activités, les plans d'action annuels.

## **Les conditions de succès de la mise en œuvre d'un Plan stratégique**

La mise en œuvre du Plan stratégique exige la réalisation de certaines conditions de succès telles que :

- **L'adaptation ou la révision de l'organigramme** afin que TI-C ait une structure lui permettant de réaliser efficacement ses ambitions. Cet organigramme devra comprendre entre autres les structures (cellules, sections, services ou bureaux) en charge de :

- Affaires administratives et financières
  - Relations publiques et communication
  - Gestion du système d'information (collecte, traitement, stockage et diffusion)
  - Programme d'intervention auprès des administrations et organismes publics
  - Programme d'intervention auprès des entreprises privées
  - Programme de mobilisation citoyenne
  - Programme de suivi du cadre juridique
  - Normes et qualité, Recherche-Action.
- **L'adoption et l'application d'un cadre organique** qui décrit les postes de travail et les profils des personnes devant occuper ces postes ;
  - **Le renforcement des capacités des ressources humaines**, car l'effectif du staff actuel est très insuffisant et il y manque certaines compétences indispensables.
  - **L'application rigoureuse des principes de saine gestion de ressources humaines** et le respect du cadre législatif et réglementaire camerounais en matière d'emploi.
  - **L'acquisition d'un équipement et du matériel moderne** nécessaires à la gestion des données et des informations